

**Forum de la régulation**

**Finance, salariat et rapports marchands :  
quelques aspects des transformations  
du capitalisme contemporain  
au prisme du *Capital* de Marx**

Ramine Motamed-Nejad\*

11 – 12 octobre 2001

\* Université de Paris I, ROSES-URA 1417 du CNRS.

E-mail : r.motamed.nejad@wanadoo.fr

# Sommaire

|  |           |
|--|-----------|
| <b>INTRODUCTION - DU CAPITALISME D'ORGANISATIONS AU CAPITALISME DE MARCHÉS :ENJEUX D'UNE TRANSITION .....</b>  | <b>4</b>  |
| <br>   |           |
| <b>I – CIRCULATION DU CAPITAL, MODES DE VALORISATION ET REPRODUCTION DES RAPPORTS FONDAMENTAUX DU CAPITALISME : LES ENSEIGNEMENTS DU LIVRE II DU CAPITAL DE MARX.....</b>  | <b>8</b>  |
| 1 – LA CIRCULATION DU CAPITAL-ARGENT (A-M) : LE MOMENT DU FINANCEMENT DU CAPITAL PRODUCTIF .....   | 9         |
| 2 – VALORISATION DU CAPITAL PRODUCTIF ET RÉALISATION MONÉTAIRE DE LA PLUS-VALUE : (P...M'-A')...   | 10        |
| 3 – DE L'EMPRISE STRUCTURANTE DU SALARIAT À L'AUTONOMIE DU CAPITAL .....   | 12        |
| <br>   |           |
| <b>II – LA CRISE DU FORDISME : UNE CRISE DE VALORISATION IMMANENTE AU CAPITALISME D'ORGANISATIONS .....</b>  | <b>14</b> |
| 1 – OFFRE DE CRÉDIT ET « PRÉVALIDATION » DES ACTIVITÉS DES ENTREPRISES PAR LE SYSTÈME BANCAIRE...  | 14        |
| 2 – MISE EN VALEUR DU CAPITAL PRODUCTIF ET CIRCULATION DES BIENS : LA CENTRALITÉ DU SALARIAT FORDISTE.....   | 15        |
| 3 – L'AFFAIBLISSEMENT DE LA CONTRAINTE MARCHANDE DES ENTREPRISES .....   | 16        |
| <br>   |           |
| <b>III – LA GÉNÉRALISATION DE LA LOGIQUE MARCHANDE AUX PROCÈS DE FINANCEMENT, DE PRODUCTION ET DE CIRCULATION : LES FONDEMENTS DU NOUVEAU CAPITALISME DE MARCHÉS .....</b> | <b>19</b> |
| 1 – LES NOUVELLES MODALITÉS DE FINANCEMENT DES ENTREPRISES : LE CRÉDIT ET LE SALARIAT À L'ÉPREUVE DE LA « FINANCE DE MARCHÉ ».....   | 19        |
| 2 - LES MÉTAMORPHOSES DES CONDITIONS DE VALORISATION, DE PRODUCTION ET DE CIRCULATION DES BIENS : LE MARCHÉ AU CŒUR DE L'ENTREPRISE.....                                   | 23        |
| <br>   |           |
| <b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>  | <b>27</b> |

## ***Résumé***

*Ce texte a pour but d'esquisser quelques éléments de réflexion sur les enjeux des transformations qui affectent le capitalisme contemporain. La première partie propose, dans le sillage du Capital de Marx, une approche destinée à rendre intelligibles les modalités selon lesquelles les procès de circulation et de valorisation du capital et les rapports fondamentaux du capitalisme s'articulent. Les deux parties suivantes examinent les conditions d'agencement de ces trois niveaux, d'abord, au sein du régime d'accumulation fordiste et, ensuite, dans le régime d'accumulation propre au nouveau capitalisme de marchés.*

**Finance, salariat et rapports marchands :  
quelques aspects des transformations  
du capitalisme contemporain  
au prisme du *Capital* de Marx**

**Introduction - Du capitalisme d'organisations au capitalisme de marchés :  
enjeux d'une transition**

Le capitalisme est un système économique mu par la logique du capital, l'accumulation illimitée de la richesse et de l'argent, qui transcende les frontières entre nations. La reproduction et l'expansion de ce système impliquent l'enchevêtrement des différents cycles de circulation et de valorisation du capital, au sein desquels se déploient et s'articulent les rapports fondamentaux du capitalisme : le rapport financier, le rapport salarial, le rapport marchand et la monnaie. *A contrario*, les périodes de crise aiguë du capitalisme sont celles où les conditions dominantes de circulation et de valorisation du capital entrent en contradiction avec ces rapports et compromettent leur reproduction. Le dépassement de la crise exige alors des transformations radicales, aptes à surmonter cette contradiction.

Depuis le début des années 1980, les systèmes capitalistes sont précisément le foyer d'un tel processus de transformation qui affecte, tout à la fois, les formes de propriété et les modalités de gestion des entreprises, les mécanismes de financement de leurs activités, la nature du système monétaire, les déterminants de la formation et de l'accumulation du capital fixe, le mode d'organisation du travail et du rapport salarial ou encore les normes, sous-jacentes à la distribution et à la circulation des marchandises. Le présent texte a pour but essentiel d'esquisser quelques éléments de réflexion sur les enjeux de ce processus de changement. Mais avancer sur une telle voie présuppose une conception unitaire, relative à la logique et à la dynamique du capitalisme. C'est pourquoi, la première partie renoue avec l'interprétation élaborée par Marx dans le livre II du

*Capital*. Prenant appui sur les enseignements de cet ouvrage, nous proposerons une grille de lecture du capitalisme centrée sur trois niveaux indissolublement liés. Le premier niveau est celui du procès cyclique de circulation et de développement du capital. Le deuxième niveau a trait aux rapports fondamentaux du capitalisme, les rapports salarial, financier, marchand et monétaire, lesquels, dans les liens qui les unissent au capital, définissent la structure du capitalisme. Mais entre ces deux niveaux se glisse un troisième niveau autour (et à la faveur) duquel, le capital, d'un côté, les rapports fondamentaux du capitalisme, de l'autre, se rencontrent et se combinent. Ce troisième niveau renvoie au mode de valorisation du capital. *Un mode de valorisation désigne selon nous les conditions qui gouvernent notamment les normes techniques, l'espace et les sphères (productive, commerciale, ou financière), le contexte institutionnel, et, enfin, les objets de la mise en valeur du capital*<sup>1</sup>. Le mode de valorisation oriente, d'une part, le procès de circulation (et de répartition) du capital et, de l'autre, la dynamique des rapports fondamentaux du capitalisme. C'est dans leur interaction que ces trois niveaux font système et permettent la poursuite de l'accumulation du capital (schéma 1 ci-après). Sur la base d'une telle approche du capitalisme, les deux parties suivantes visent à avancer quelques hypothèses sur le sens des métamorphoses du capitalisme contemporain. On amorcera cette analyse, dans la deuxième partie, par une réflexion sur la signification de la crise du fordisme. Cela nous permettra de mieux saisir la dialectique sous-jacente à certains aspects des changements en cours, qui doivent être compris comme une réaction à cette crise. Notre thèse est que *la crise du fordisme est celle du mode de valorisation en vigueur dans les économies industrialisées jusqu'aux années 1970*. En raison de l'interdépendance des trois axes exposés ci-dessus, cette crise rejaillit, à la fois, sur les procès de circulation et d'accumulation du capital et sur les rapports fondamentaux du capitalisme. Ce qui entraîne notamment une remise en cause des modalités d'intégration du salariat au processus de circulation et de reproduction du capital. De fait, la crise du fordisme est au sens propre du terme *une crise de valeurs*. Elle ne désigne pas seulement une crise d'un certain mode technique de valorisation du capital productif. Elle traduit aussi, et surtout, une crise des objets (les biens s'inscrivant dans le cadre des normes de consommation de masse) et des activités (le travail salarié organisé sur le mode de la division du travail fordiste)<sup>2</sup> qui se sont donné pendant des décennies comme l'incarnation même de la valeur, sous l'emprise de la valeur d'échange et de son corollaire, l'abstraction du travail.

---

1 Il faut ajouter à ces critères les représentations et les discours sous-jacents aux différents modes de valorisation en présence. En témoignent les discours actuels relatifs à la « création de valeur pour les actionnaires », comme une norme de financement, de gestion et, par là, de valorisation du capital des entreprises. Sur ce point, on peut se reporter à F. Lordon, 2000a, 2000b.

2 On le sait, pour Marx, ce sont toujours des « valeur-capital » qui se mettent en valeur. En suivant rigoureusement la démarche de cet auteur, ces objets et ces activités correspondent respectivement à ce qu'il appelle dans le livre II du *Capital* le « capital-marchandise » et le « capital productif » (LII, tI), et dans la suite de ce texte c'est en ce sens que nous évoquerons la valorisation notamment des objets.

Sur un tel socle, nous proposerons, dans la troisième partie, d'entrevoir dans les mutations actuelles du capitalisme, les effets de *la stratégie du capital*. Effectivement, depuis le début des années 1980, celui-ci a pour horizon essentiel l'instauration d'un nouveau mode de valorisation, fondé selon nous sur un vecteur central, *la généralisation de la logique de la marchandise, à la fois verticalement, à travers l'élargissement du champ des rapports marchands à de nouveaux objets, et horizontalement, en diffusant les rapports marchands au sein de nouveaux espaces*. Dans cette optique, les autres composantes du nouveau mode de valorisation du capital, encore en gestation, en particulier le nouvel environnement institutionnel de la valorisation, dominé de nos jours par la déréglementation des marchés et par la privatisation des entreprises publiques, doivent être compris comme les *effets induits* de cet impératif central : étendre de façon incessante la logique et le champ de la marchandise aux différents déterminants financiers, réels et commerciaux du procès de valorisation du capital, transformer en permanence de nouveaux biens et services, de nouvelles activités, voire les entreprises elles-mêmes, en marchandises, dans le dessein de capitaliser les revenus qui s'y rattachent. Nous tenterons de montrer que l'avancée de la logique marchande n'affecte pas seulement le procès de valorisation du capital. Elle s'empare aussi des rapports fondamentaux du capitalisme eux-mêmes, en d'autres termes de ses structures. Elle altère leur contenu, développant certaines de leurs potentialités jusqu'alors contenues, tout en affaiblissant d'autres<sup>3</sup>.

C'est ce présupposé, relatif à la médiation différenciée, selon les époques, de la logique marchande au sein des capitalismes, qui fonde la distinction, sous-jacente à ce texte, entre le capitalisme d'organisations et le capitalisme de marchés. Nous tenterons de montrer que le premier, caractéristique du régime d'accumulation fordiste, repose sur l'émancipation partielle des entreprises industrielles des contraintes et des sanctions véhiculées par les marchés. C'est pour cette raison notamment que la sphère productive devient le champ prééminent de la valorisation du capital-argent<sup>4</sup>. À l'inverse, dans le capitalisme de marchés, le capital accroît considérablement son champ de valorisation, en plaçant les marchés à la fois au cœur de la finance, des entreprises et de la sphère de circulation. Cette comparaison donnera à voir deux stratégies radicalement distinctes de la part du capital : d'un côté, le capitalisme d'organisations met en scène le capital qui instrumentalise la société contre les marchés, pour poursuivre sa logique indéfectible : l'accumulation de l'argent ; d'un autre côté, le capitalisme de marchés qui instrumentalise les marchés contre la société et le salariat.

---

<sup>3</sup> Pour expliciter le sens de cette thèse, on peut dire, à titre d'exemple, que de nos jours le rapport financier, qui selon nous ne possédait pas, sous le règne du fordisme, une essence pleinement marchande, s'est métamorphosé, depuis une vingtaine d'années, en un rapport totalement marchand, à la faveur de l'essor de la finance de marché (cf. infra, 3<sup>ème</sup> partie).

**Schéma 1 – Circulation du capital-argent, déploiement des rapports fondamentaux  
du capitalisme et mode de valorisation du capital productif :  
le procès de reproduction d'ensemble du capitalisme chez Marx**

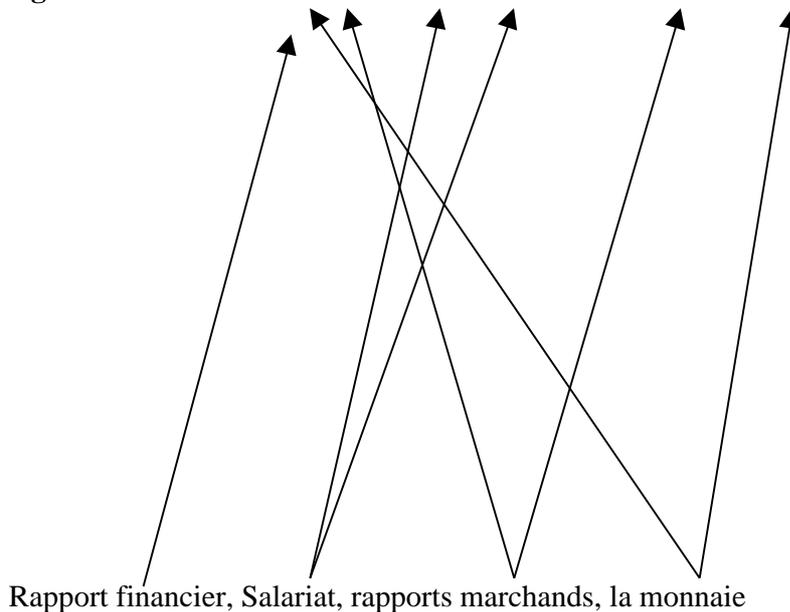
**Niveau 1 - Déploiement et circulation des formes du capital industriel :**

Le capital-argent, le capital productif et le capital marchandise

**Niveau 3 -**

**Le procès de valorisation  
du capital argent :**

$A-M\{M_p+T\}-\dots-P\dots M'\{M+m\}-A'\{A+a\}$ .



**Niveau 2 - Le déploiement des rapports fondamentaux : les structures du capitalisme**

---

<sup>4</sup> À cela s'ajoute, on le verra dans la deuxième partie, l'instauration d'un régime de débiteurs qui favorise l'endettement des entreprises à des fins productives.

## **I – Circulation du capital, modes de valorisation et reproduction des rapports fondamentaux du capitalisme : les enseignements du livre II du *Capital* de Marx**

Comme nous l'avons indiqué dès le début de ce texte, le capitalisme désigne selon nous un système économique fondé sur les rapports salarial, marchand, monétaire et financier, placés sous le signe des cycles réalisés par le capital, eux-mêmes médiatisés par un mode dominant de valorisation. Il faut donc combiner ces trois niveaux, ceux des rapports, du procès de circulation du capital et de son mode de valorisation, si l'on veut identifier à la fois la logique et la dynamique du capitalisme. Pour mieux saisir les modalités d'agencement de ces trois niveaux, on mobilisera l'approche élaborée par Marx dans le livre II du *Capital*. Dans cet ouvrage, après avoir mis au jour dans le livre I les rapports fondamentaux du capitalisme, et les liens qui les unissent, Marx explore les conditions selon lesquelles ils s'insèrent dans le cadre des trois cycles du capital industriel qu'il dissocie pour en dévoiler la signification : le cycle du capital-argent, celui du capital productif, celui, enfin, du capital marchandise<sup>5</sup>. Dans ce livre, Marx épouse une démarche essentiellement théorique, qui n'a donc guère pour objet d'élucider toutes les composantes concrètes des divers modes de valorisation envisageables. Contrairement au livre I notamment, le livre II ne comporte pas de véritables références à l'histoire ou à l'évolution concrète du capitalisme. C'est pourquoi le mode de valorisation tel que nous l'avons défini dans l'introduction de ce texte est n'appréhendé, dans le livre II, que sous deux angles principaux : d'une part, sous l'angle du champ de la valorisation du capital qui renvoie à la sphère productive où s'opère la « création de la plus-value », grâce au « surtravail » fourni par le salariat ; d'autre part, à travers l'étude des conditions, notamment techniques, qui gouvernent la reproduction du capital<sup>6</sup>. Cette partie, et plus largement ce texte, se polarisera sur la première dimension, *le procès de valorisation du capital dans la sphère productive*.

---

5 Ce qui est donc en jeu dans le livre II, c'est bien le capital industriel : « Le capital qui, dans le cours de son cycle total, prend, puis rejette ces formes, et accomplit chaque fois la fonction correspondante, est du capital industriel, - industriel en ce sens qu'il embrasse toute branche de production exploitée en mode capitaliste. *Capital-argent, capital marchandise, capital productif ne désignent pas ici des sortes autonomes de capital, dont les fonctions formeraient le contenu de branches d'affaires séparées et également autonomes. Ils ne désignent que des formes fonctionnelles particulières du capital industriel, qui les prend toutes les trois successivement* » (p. 50, souligné par nous).

6 En particulier Marx procède à la distinction entre temps de travail, temps de production, temps de circulation et temps de rotation du capital (fixe et circulant) pour examiner leur médiation dans la reproduction du capital. Par ailleurs il scrute la question des modalités d'amortissement et de remplacement du capital devenu obsolète, les mécanismes de circulation de la plus-value, le problème de l'échange entre les deux sections (I : productrice de moyens de production et II : productrice de biens de consommation), et, enfin, la question de l'accumulation et de la reproduction simple et élargie.

Avant de débiter notre analyse, ajoutons que si dans le livre II, Marx insiste sur l'exigence d'une approche unitaire des trois cycles du capital industriel, les cycles du capital-argent, du capital productif et du capital marchandise, en mentionnant le « procès de circulation total » (LII, tI, p. 93), il adopte, néanmoins, une démarche sélective puisqu'il privilégie l'analyse du cycle du capital-argent. C'est que selon lui : « le cycle du capital-argent est la forme générale du cycle du capital industriel, pour autant que le mode de production capitaliste est présupposé » (LII, tI, p. 59). Aussi, de prime abord, dès le premier chapitre du Livre II du Capital, entreprend-il sa réflexion par l'étude du cycle du capital-argent, synthétisé par le schéma suivant<sup>7</sup> : A-M...P...M' M+m -A' A+a<sup>8</sup>.

Dans la suite de cette partie, nous nous centrerons, à la suite de Marx, sur ce procès de valorisation du capital-argent, afin de scruter les interactions entre les rapports fondamentaux du capitalisme et les procès de circulation et de valorisation du capital<sup>9</sup>.

### **1 – La circulation du capital-argent (A-M) : le moment du financement du capital productif**

Le procès cyclique du capital-argent, point de départ de Marx, comprend trois stades fondamentaux, inséparablement liés, que celui-ci dissocie afin d'en déchiffrer la logique générale. Il s'agit des deux stades de circulation, A-M (la circulation du capital-argent et le financement du capital productif), et M'-A' (la circulation et la vente du « capital marchandise »), séparés et médiatisés par le procès de production (P). Le premier stade (A-M), que Marx qualifie aussi de « premier stade de circulation » du capital, est celui du *financement* et de l'achat, par les entreprises, des moyens de production et de la force de travail. Ceux-ci reflètent les deux composantes du « capital productif » (LII, tI, p. 28), ou encore ce que Marx dénomme les « facteurs objectifs de production » (Ibid.). Au cours de ce stade se produit « la conversion du capital-argent en capital productif, (LII, tI, p. 30). Ce stade est crucial en ce qu'il récapitule *le fondement financier du rapport salarial*. La représentation qu'en propose Marx est riche d'enseignements. En effet, A-M T, Mp met en scène le rôle du capital-argent (A) comme déterminant du rapport salarial, puisque le capital-argent représente un *préalable* à la matérialisation de ce rapport. C'est en ce sens que

---

7 Dans cette représentation, A symbolise le capital-argent, M désigne les composantes du capital productif que l'entreprise achète comme marchandises, T reflète la force de travail, Mp incarne les moyens de production, P correspond au processus productif, m décrit la plus-value créée, grâce au surtravail, dans le procès de production et, enfin, a récapitule l'équivalent monétaire de cette même plus-value, réalisée dans la sphère de circulation.

8 Rappelons que le cycle du capital productif a pour formule générale :

P...M'- A-M...P,

enfin, le cycle du capital marchandise est représenté par M'-A-M...P... M'.

La réunion de ces trois cycles dessine ce que Marx appelle la forme développée du capital.

9 En effet, il s'agit à la fois du point de départ de Marx, mais aussi de la notion qui, parmi les trois chapitres consacrés aux trois formes du capital envisagées dans le livre II, reçoit les développements les plus larges de la part de cet auteur.

Marx indique : « A-M T, Mp suppose que l'individu qui accomplit cet acte (l'acheteur des moyens de production et de la force de travail, R.M.N.) ne dispose pas seulement de valeurs sous une forme d'usage quelconque, mais qu'il possède ces valeurs sous la forme argent, qu'il est possesseur d'argent » (p. 38). Il découle de ces indications que *le capital-argent, point de départ du procès cyclique du capital, est la condition de possibilité du rapport salarial*. Mais la *détermination* du rapport salarial par le capital-argent ne signifie pas pour autant *primat* de ce dernier. C'est même l'inverse puisque *pour se mouvoir en capital productif, le capital-argent présuppose, en retour, le salarial*. C'est ce qu'exprime Marx quand il signale : « le fait que le capital-argent s'acquitte de la fonction ici étudiée A-M T, Mp à l'échelle de la société, suppose des procès historiques qui ont dissout l'association originelle des moyens de production avec la force de travail : procès ayant pour résultat que l'on voit s'affronter la masse du peuple, les travailleurs, comme non-propriétaires des moyens de production, et les non travailleurs comme propriétaires de ces moyens » ; et l'auteur de conclure un peu plus loin : « l'existence de l'ouvrier libre à l'échelle de la société entière est une condition indispensable pour que A-M, conversion de l'argent en marchandise (Mp et T, R.M.N.), puisse se présenter comme transformation du capital-argent en capital productif » (p. 35). Au total, pour Marx, *déterminé par la finance, le salarial exerce, en retour, une emprise déterminante sur celle-ci*. On peut donc dire que Marx pense les liens unissant la finance et le salarial sur le mode de *l'interdépendance*.

Ces réflexions relatives aux relations entre le capital-argent (ou la finance) et le salarial orientent directement la façon dont Marx étudie les liens qui se tissent entre la monnaie et le salarial. En effet, si le capital-argent est le moyen de financement des composantes du capital productif (force de travail et moyens de production), il exerce cette fonction sous une forme monétaire. En d'autres termes, c'est *le capital-argent, comme moyen de financement du capital productif, qui fait surgir la monnaie comme moyen de paiement* du capital fixe et de la force de travail. Il ne faut pas conclure pour autant que, du point de vue de Marx, dans cette fonction, la monnaie constitue un lien social autonome vis-à-vis du rapport salarial. C'est le contraire puisque selon lui dans les économies gouvernées par le capitalisme, c'est le primat de ce rapport qui donne sens à la monnaie : « si le rapport capitaliste se manifeste pendant le procès de production, c'est uniquement parce qu'il existe par lui-même dans l'acte de circulation, dans la différence des conditions économiques essentielles où s'affrontent acheteur et vendeur, dans leur rapport de classe. *Ce n'est pas de la nature de l'argent que ce rapport résulte ; c'est au contraire l'existence de ce rapport qui est capable de transformer une pure fonction monétaire en une fonction capitaliste* » (p. 33-34, souligné par nous).

## **2 – Valorisation du capital productif et réalisation monétaire de la plus-value : (P...M'-A')**

Le premier stade du procès cyclique du capital-argent, exposé ci-dessus, où se noue le rapport salarial, et où s'opèrent le paiement des moyens de production et le règlement des salaires, est aussi celui qui impulse les deux stades suivants, la production des biens, d'un côté, de l'autre, le « deuxième stade de circulation » du capital marchandise et de la réalisation monétaire de la plus-value. Ces deux phases, celle de la production et celle de la vente, se donnent comme des contraintes consubstantielles aux économies capitalistes. Il en est ainsi car sous l'effet de la contrainte financière issue du rapport financier (A-M), l'entreprise subit alors une contrainte marchande qui s'affirme par la nécessité de produire et de vendre des biens conformes à la demande sociale, afin de récupérer le montant d'argent (A) initialement engagé dans la production. C'est à cette condition seulement que le capital-argent, point de départ du procès cyclique du capital, peut donner lieu à de la plus-value, de « l'argent qui a enfanté de l'argent » (Marx) et se reconvertir en capital-argent  $A' = A + a$ . Mais, pour ce faire, encore faut-il, au préalable, que dans le deuxième stade, le « stade productif », s'opère la « consommation productive » des deux composantes du capital productif, la force de travail et les moyens de production (p. 36). En d'autres mots, il faut que s'effectue la valorisation du capital productif grâce à la « combinaison » des « travailleurs » et des « moyens de production », dans le cadre de la division technique et sociale du travail imprimée par le rapport capital/travail (p. 38). Cette étape marque une rupture dans la circulation générale du capital. Elle se donne comme une phase intermédiaire, mais indispensable, car elle est la source directe de la formation du produit. Une fois tournée vers l'échange, le produit prend alors la figure d'une marchandise potentielle  $M'$ , dont la valeur se compose de  $M_p + T$  et  $m$ , expression marchande de la plus-value réalisée dans la sphère productive<sup>10</sup>, à la faveur du surtravail des salariés.

C'est sur une telle base que surgit alors le dernier stade,  $M' - A'$ , celui de la circulation et de la vente de  $M'$  et sa conversion en  $A'$ <sup>11</sup>. Cette deuxième sphère de circulation est celle du « saut périlleux de la marchandise » mentionné à maintes reprises par Marx dans le livre I du *Capital*. Elle reflète le processus de réalisation des biens issus du procès de production. Cette réalisation est indispensable à la poursuite de l'accumulation du capital. En effet, au terme de cette seconde phase de circulation, la contrepartie monétaire des marchandises vendues ( $A'$ ) doit être supérieure au montant d'argent initialement investi dans la production (A), car une partie de la plus-value créée doit être convertie en argent afin de permettre l'inauguration d'un nouveau cycle du capital-argent.

---

10 Marx écrit sur ce point : « la plus-value  $m$  a pris naissance dans le cadre du procès de production » (LII, tI, p. 43).

11 Qui totalise la « valeur-capital » (A), initialement engagée dans la première sphère de circulation (financement et achat des moyens de production et de la force de travail), et  $a$ , expression monétaire de la plus-value.

En conséquence, l'accumulation d'une fraction de la plus-value est une condition essentielle au renouvellement du procès cyclique du capital industriel<sup>12</sup>.

### 3 – De l'emprise structurante du salariat à l'autonomie du capital

Les remarques précédents relatives aux procès de circulation et de valorisation du capital industriel ont permis, d'une part, de sonder la logique qui gouverne le capitalisme (l'accumulation du capital, A'). D'autre part, elles ont explicité les métamorphoses des formes du capital industriel. Elles ont, enfin, mis au jour la médiation des rapports fondamentaux du capitalisme, les rapports financier, salarial, marchand et monétaire dans le procès de valorisation du capital. Il faut à présent insister sur les principales conclusions qui se dégagent de cette analyse.

Tout d'abord, nous avons vu que le procès de circulation du capital étudié par Marx a pour sphère principale de valorisation la sphère productive. C'est là qu'à la faveur du surtravail prélevé sur les salariés, les capitalistes s'approprient une plus-value, réalisée ensuite sous une forme monétaire dans l'échange. C'est pourquoi pour Marx, *le capital productif se donne comme le pivot du mode de valorisation inhérent au capitalisme industriel*.

Ensuite, l'analyse précédente donne à voir la centralité du capital et du salariat, les deux termes polaires du rapport salarial, au sein du procès de reproduction global du capitalisme<sup>13</sup>. *En ce qui concerne le salariat, son emprise est inséparablement liée à la double séparation qui le sous-tend : la séparation des salariés à l'égard des moyens de production et des produits du travail<sup>14</sup>. Au principe du salariat, cette double séparation est cruciale, dans la mesure où elle stimule, dans un même élan, la généralisation des rapports marchand et monétaire*. En effet, séparés de la propriété des moyens de production, les salariés sont contraints de vendre leur force de travail, en tant que marchandise, et d'intégrer le procès de production, comme composante (T) du capital productif (M) et acteur du procès de valorisation de ce capital, en contrepartie d'un salaire monétaire « stipulé » par

---

<sup>12</sup> C'est ce qu'exprime M. Aglietta quand il souligne : « une partie au moins de cette plus-value doit être accumulée, c'est-à-dire réussir à pénétrer dans la première sphère de la circulation en sus de A » (M. Aglietta, 1975, p. 271).

<sup>13</sup> Sur cette question, Marx écrit « Il va de soi, par conséquent, que la formule du cycle du capital-argent : A-M...P...M'-A' n'est la formule naturelle du cycle du capital que sur la base d'une production capitaliste déjà développée : elle suppose, en effet, l'existence de la classe des ouvriers salariés à l'échelle de la société entière...Ainsi la formule A-M...P...M'-A', ayant pour condition première de son application la présence constante de la classe des ouvriers salariés, suppose déjà le capital sous forme de capital productif, et par conséquent, la forme du cycle du capital productif » (p. 35-36).

<sup>14</sup> À propos de cette double séparation, Marx spécifie : « le rapport de classe entre capitaliste et salarié existe donc, il est présumé dès l'instant où l'un et l'autre se rencontrent dans l'acte A-T (T-A du côté de l'ouvrier). Il s'agit d'un achat et d'une vente, d'un rapport monétaire, mais d'un achat et d'une vente qui supposent dans l'acheteur un capitaliste et dans le vendeur un salarié, et ce rapport résulte du fait que les conditions requises pour l'actualisation de la force de travail, - moyens d'existence et moyens de production, - sont séparées, en tant que propriété d'autrui, du possesseur de la force de travail » (p. 33).

un « contrat d'achat » (p. 31). En d'autres termes, le développement du salariat et la production marchande vont nécessairement de pair. C'est ce qu'indique Marx quand il affirme : « aussitôt que la production au moyen du travail salarié devient générale, la production des marchandises est nécessairement la forme générale de la production » (p. 37). Du même coup, l'échange marchand devient un moment incontournable à la continuité du travail salarié, puisque séparés de la propriété des produits de leur propre travail, les salariés se trouvent dans l'obligation de racheter une fraction de ces produits, en tant que moyens de leur propre subsistance. Contraints d'intégrer le capital productif, les salariés accèdent, en contrepartie, à un salaire monétaire. Ce qui transforme la monnaie en médium de la relation salariale, en tant que moyen de règlement de la dette salariale de l'entreprise. En somme, *sous l'effet de la double séparation évoquée ci-dessus, se nouent des liens intimes entre le salariat, les rapports marchands et la monnaie.*

Il faut insister, enfin, sur la centralité du capital. Elle provient de ce que, dans le cadre exposé ci-dessus, le procès cyclique de circulation du capital a pour point de départ et point d'aboutissement le capital-argent. Celui-ci exerce un rôle déterminant, en ce qu'il permet, via le rapport financier (A-M), le déclenchement du procès de valorisation du capital productif. *Ce processus de circulation est aussi celui de l'imbrication et de la reproduction des rapports constitutifs du capitalisme, sous l'emprise structurante du salariat. Circulation du capital-argent, valorisation du capital productif et reproduction des rapports salarial, marchand, monétaire et financier sont donc les trois strates principales qui définissent, dans leur interaction, le capitalisme. Mais ce schéma, dominé par les impératifs de l'accumulation, se donne aussi comme celui de l'autonomie et l'autodéveloppement du capital. Comme le montre Marx<sup>15</sup>, toujours le capital peut se soustraire au procès A-M-A', pour prendre la figure d'un pure « capital fictif » qui s'autovalorise dans des circuits courts (A-A)', hors des circuits productifs, en déconnexion totale à l'égard de l'économie réelle. Cette autonomie n'est jamais rien d'autre que l'autre face du rapport salarial, un rapport de subordination consubstantiel à la double séparation analysée ci-dessus.*

Les parties suivantes entendent mobiliser cette vision pour réfléchir à certains enjeux des transformations du capitalisme contemporain. Nous aurons pour fil conducteur les modalités selon lesquelles s'entrelacent (ou se disjoignent) les trois niveaux d'analyse que nous avons repérés chez Marx.

---

<sup>15</sup> Notamment dans le livre III du *Capital*.

## **II – La crise du fordisme : une crise de valorisation immanente au capitalisme d’organisations**

En un sens, le fordisme est ce stade de développement du capitalisme industriel qui favorise avec le plus d’éclat l’éclosion et la généralisation de la logique et de la dynamique sous-jacentes au schéma A-M...P...M’ M+m -A’ A+a de Marx. Tout d’abord, le fordisme a pour mode dominant de valorisation un mode de valorisation productive fondé sur l’empire du capital industriel. Ensuite, le fordisme instaure des liens endogènes entre les trois stades du procès cyclique de circulation du capital-argent exposé plus haut. Enfin, il déclenche l’essor sans précédent des rapports fondamentaux du capitalisme, décrits par Marx. C’est pourquoi on peut tenter de déchiffrer les principaux ressorts du fordisme à travers le schéma de cet auteur. Pour ce faire, fidèle à notre grille de lecture, nous dissocierez les trois moments qui correspondent aux trois stades du procès de circulation du capital-argent, en premier lieu, l’avance du capital-argent et par là le financement du capital productif, en second lieu, la valorisation de ce capital sous une forme productive, et, enfin, la circulation des biens issus du procès de production.

### **1 – Offre de crédit et « prévalidation » des activités des entreprises par le système bancaire**

Au sein du régime d’accumulation fordiste, *le premier stade de la circulation du capital-argent, celui du financement des activités productives, est régi par le crédit bancaire*. En effet, c’est le rapport de crédit entre banques et entreprises qui incarne la forme dominante du rapport financier. En d’autres termes, le capital bancaire devient la forme prééminente du capital-argent analysé par Marx. Il garantit, via le « crédit à la production », le financement des investissements productifs et des activités des entreprises (A-M)<sup>16</sup>. Le rôle pivot du crédit bancaire dans le financement des activités au cours des « trente glorieuses » explique qu’on ait pu caractériser les économies dominées par le fordisme d’« économies d’endettement » (J. Hicks, 1989). Ce système de financement repose sur deux principes inséparables, qui s’entretiennent et se renforcent mutuellement. Tout d’abord, il y a le rôle prépondérant du capital bancaire dans le financement des activités. Ce capital bancaire est en grande partie un capital « fictif » (Marx, LIII). Il en est ainsi car l’offre de crédit bancaire ne repose pas, au passif des banques, sur une épargne préexistante, correspondant (en valeur), aux avances opérées par celles-ci. À travers le crédit qu’elles consentent aux entreprises, les banques

---

<sup>16</sup> L’importance du crédit bancaire comme mode prépondérant de financement des entreprises durant le fordisme, a été explicitée en France, notamment par M. Aglietta, 1975, 1976a, 1976b et S. de Brunhoff, 1976, 1979.

font, de fait, un pari sur la réussite et la matérialisation futures des projets de production de celles-ci, permettant ainsi aux firmes d'engager leurs investissements en capital. On peut donc dire que le crédit est une assignation sur une production à venir, dont l'écoulement et la réalisation monétaire permettent de valider *ex-post* le pari des banques<sup>17</sup>. Ensuite, le deuxième principe inhérent à ce système de financement réside dans la contrainte monétaire véhiculée par l'offre de crédit, laquelle oblige les entreprises à produire et à vendre des biens conformes à leur projet initial, afin de s'émanciper de la contrainte de remboursement qui les relie aux banques. En somme, ces deux principes, l'émission d'une monnaie de crédit d'origine bancaire<sup>18</sup>, et son corollaire, la contrainte monétaire, assurent, d'une part, le financement de l'investissement productif et de l'accumulation du capital, et, de l'autre, le flux/reflux de la monnaie bancaire.

## **2 – Mise en valeur du capital productif et circulation des biens : la centralité du salariat fordiste**

Il faut à présent se tourner vers le deuxième stade, celui de la production (P). Ce deuxième stade a pour pivot le salariat dont le fordisme a considérablement favorisé l'essor, en sorte que l'emprise de ce rapport social déborde le cadre des économies industrialisées pour se généraliser à l'échelle mondiale<sup>19</sup>. Mais cette extension du salariat, comme mode dominant d'intégration sociale, n'est elle-même possible que grâce aux bouleversements imprimés au mode de valorisation du capital. Celui-ci se métamorphose dans nombre de ses dimensions, exposées dans l'introduction de ce texte. En particulier, ce sont à la fois les conditions techniques et sociales de valorisation et l'espace de valorisation du capital qui se transforment. S'agissant des conditions techniques d'utilisation des moyens de production et de mise au travail des salariés, le fordisme approfondit les principes du taylorisme, hérités de la fin du 19<sup>ème</sup> siècle. Il impose, en les conjuguant, une discipline « dans

---

<sup>17</sup> Et c'est en ce sens que l'on peut affirmer que les crédits font les dépôts.

<sup>18</sup> Il est clair que nous faisons, ici, abstraction d'autres modalités de financement caractéristiques du fordisme, en particulier l'autofinancement. Sur la place et les déterminants de celui-ci au sein du régime d'accumulation fordiste, on peut se référer notamment à R. Boyer, J. Mistral, 1978, chapitre 2.

<sup>19</sup> C'est ce qu'exprime M. Aglietta quand il écrit : « L'époque présente se distingue des époques antérieures en ce que le processus fondamental est l'internationalisation de l'acte A - T. Cet acte se manifeste dans la première sphère de la circulation comme achat de forces de travail situées dans différents pays par un même capital-argent formé à l'échelle internationale, mais dont le contrôle appartient à un centre capitaliste situé dans une puissance dominante...L'internationalisation de A-T n'est possible que s'il y a un bouleversement des conditions sociales de production à l'échelle mondiale. Ce bouleversement induit une extension du salariat dans l'ensemble des pays capitalistes » (M. Aglietta, 1975, p. 274). On retrouve cette même idée sous la plume de C.A. Michalet quand il précise : « En conséquence, l'impérialisme, ce n'est plus seulement l'exportation des excédents de marchandises en quête de débouchés et celle des capitaux en quête d'une rémunération plus haute ; dans l'optique de la mondialisation achevée du capital, c'est aussi l'exportation du rapport social de production caractéristique du mode de production capitaliste. L'extension à l'échelle mondiale du rapport salarial accompagne celle du capital productif » (1975, p. 313).

l'agencement des systèmes de machines » (M. Aglietta, 1978, p. 51), un travail parcellisé à outrance, et intégré précisément par ces systèmes de machines, en soumettant le procès de travail à des normes (grilles de salaires, hiérarchie des qualifications, durée du travail...), à des cadences et à une discipline qui obéissent à la recherche d'une « économie maximale de temps » (M. Aglietta, 1978, p. 51). Cela permet d'instaurer des synergies fonctionnelles entre la division du travail et les méthodes d'utilisation du capital fixe fondées sur le principe mécanique. C'est sur un tel socle que s'opère alors l'intégration croissante entre les deux sections de production<sup>20</sup>. Elle approfondit les échanges marchands, sous l'emprise de l'impératif de la plus-value relative.

Ces changements dans les conditions techniques de la « consommation productive » (Marx) se doublent, ensuite, d'une redéfinition des hiérarchies socio-professionnelles, qui accentuent la stratification du salariat au sein de l'organisation du travail. Mais le mode de valorisation du capital déborde le cadre de la seule sphère productive. En effet, le fordisme fait aussi de l'espace un enjeu fondamental de la valorisation du capital. Non seulement en élargissant les espaces de valorisation (via, notamment, le processus d'internationalisation, M. Aglietta, 1975, C.A. Michalet, 1975), mais en transformant l'espace lui-même, notamment l'espace urbain, dont les conditions inégales d'accès et d'usage entraînent des stratifications nouvelles qui approfondissent les différenciations sociales internes au salariat.

### **3 – L'affaiblissement de la contrainte marchande des entreprises**

C'est dans ce contexte que se profile le troisième stade, relatif aux modalités de circulation et de réalisation monétaire des produits (M'-A'). Dans le cadre du mode de régulation inhérent au fordisme, la contrainte marchande, qu'exprime M'-A', se trouve atténuée par la combinaison de plusieurs mécanismes, le plus souvent promus par l'État. Le premier facteur, qui nourrit les débouchés des entreprises, réside dans l'essor du salariat lui-même, dont la régularité des revenus confère une base tangible à la demande. En particulier, c'est la redistribution de la valeur ajoutée, à travers l'indexation des salaires nominaux sur l'évolution des gains de productivité et des prix, qui permet de préserver, voire d'accroître le salaire réel, et par là de soutenir la demande globale<sup>21</sup>. C'est pourquoi se forme selon M. Aglietta : « la garantie d'une demande solvable régulièrement croissante, sans que les coûts correspondant à la hausse des revenus monétaires mettent en péril l'évolution à long terme des profits » (M. Aglietta, 1978, p. 63). Il en est ainsi car le coût apparent de l'indexation est compensé par les entreprises, lesquelles se lancent dans une course prix/salaire qui se traduit par l'«inflation rampante », signe de la « socialisation des coûts » de celles-ci (M.

---

<sup>20</sup> La section I, productrice de biens de production et la section II, productrice de biens de consommation.

Castels, 1976, p. 111). Cette spirale prix/salaire s'opère par l'incorporation, dans la formation du prix d'offre des firmes, d'un taux de marge qui permet à celles-ci à la fois de socialiser les pertes dues à l'obsolescence accélérée de leurs équipements et de répercuter les effets de l'indexation des salaires. Entre les mains des entreprises, le prix devient ainsi une variable de financement. Parallèlement à la stabilisation du pouvoir d'achat des salariés, le fordisme favorise la normalisation de leur mode de consommation, à travers la diffusion de normes de consommation de masse, fondées sur des produits standardisés. Cette normalisation renforce le rôle stabilisateur de l'indexation sur les débouchés des firmes productrices de ces produits. Avec la propagation de ces normes de consommation, tout se passe comme si les consommateurs intériorisaient et validaient *ex-ante* la qualité, l'utilité sociale et les fonctions assignées aux biens de consommation « fordistes ». En d'autres termes, ces produits se donnent, de prime abord, comme des valeurs d'usage sociales. Du même coup, assurées *ex-ante* de l'utilité sociale de leur production, et, partant, de l'écoulement de celle-ci, les entreprises productrices de ces biens s'émancipent, du moins en partie, de la contrainte marchande exprimée par M'-A'. Car dans une telle configuration, la contrainte centrale qui pèse sur celles-ci porte principalement sur la réalisation du prix d'offre des marchandises et sur l'accroissement de leurs parts de marché. C'est une telle tendance que résume, par d'autres détours, M. Aglietta quand il affirme à juste titre : « Tout s'est passé comme si les principaux centres privés du capital industriel avaient été capables d'imposer leur choix en termes de réallocation du travail social au lieu de soumettre leurs décisions particulières à la validation sociale » (Ibid., 1978, p. 63). *C'est pour cette raison, d'ailleurs, que nous proposons de qualifier le capitalisme fordiste de capitalisme d'organisations, car au sein de celui-ci les entreprises géantes, appuyées par l'État, influencent les modalités de formation des prix, accèdent à des conditions privilégiées de financement, façonnent les normes de production et de consommation et instaurent une contrainte de commercialisation largement atténuée.*

Ces réflexions éclairent les mécanismes selon lesquels, pendant le règne du fordisme, s'opère l'agencement des trois strates du capitalisme étudiées tout au long de ce texte, c'est-à-dire les rapports fondamentaux du capitalisme, le procès de circulation du capital et le mode de valorisation de celui-ci. *D'un côté, comme mode dominant de travail et de cohésion sociale, mais aussi comme principal support de la demande sociale, le salariat devient la matrice d'un mode de valorisation qui établit une cohérence globale entre procès de production et procès de circulation des biens. C'est sur une telle base que, d'un autre côté, le capital industriel structure la circulation de ses différentes composantes autour de la sphère productive.* En amont, l'accès privilégié du capital

---

<sup>21</sup> Il va de soi que l'indexation a été, en retour, un puissant mécanisme d'incitation au travail qui a nourri l'augmentation continue de la productivité du travail au cours de la période dominée par le fordisme.

industriel au financement bancaire permet la formation et la valorisation du capital productif<sup>22</sup>. En aval, l'affaiblissement de la contrainte marchande constitue une garantie, *ex-post*, d'un revenu stable, voire croissant, pour le capital industriel. En somme, endettement bancaire<sup>23</sup>, valorisation productive, et réalisation monétaire d'une plus-value partiellement garantie, sont les trois termes d'un mode de production au sein duquel le capital s'assujettit le salariat, grâce notamment au rôle central de l'indexation comme épicycle du compromis social, et par là comme mode de légitimation des normes de répartition en place. Le mode de valorisation immanent au fordisme fixe, pour ainsi dire, les modalités de circulation du capital-argent et les rapports fondamentaux du capitalisme, notamment le rapport salarial, autour de la sphère productive. C'est en ce sens que l'on peut affirmer que, dans ce régime d'accumulation spécifique, le mode de valorisation dominant du capital-argent est aussi le mode de connexion du capital au salariat. Sur un tel socle, se tisse une alliance objective entre le capital industriel et le salariat, au sein d'un régime de débiteurs qui favorise à la fois le crédit à la production (pour les firmes) et le crédit à la consommation (pour les salariés)<sup>24</sup>. Cette alliance permet d'asseoir l'emprise du capital industriel sur le capital bancaire et le capital financier. Du point de vue des modalités de « coordination » des relations économiques, tout se passe comme si le capital prenait appui sur la société (via la codification du rapport salarial) pour assurer (via les normes de production et de consommation de masse) son expansion, mettant les marchés hors-jeu, à la fois hors des organisations<sup>25</sup> et en partie hors des sphères de circulation.

Dans cette perspective, la crise du fordisme peut être interprétée comme une rupture de cette alliance, et du compromis social qui le sous-tend. Cette rupture s'enracine dans la crise du mode de valorisation jusqu'alors prévalent. Cette crise de valorisation s'empare de l'ensemble du système, puisque s'étiolent, du même coup, les mécanismes et les normes autour desquelles s'articulent la circulation du capital, le procès de valorisation et les rapports fondamentaux du capitalisme. De fait, cette crise résulte du refus d'une grande partie de la « société salariale » de se plier à des normes de travail et de consommation imposées par le haut. Elle porte témoignage de l'irréductibilité des « besoins sociaux » à la seule stabilité des salaires réels. Celle-ci est insuffisante pour cimenter, sur longue période, un compromis social viable. Car les variables monétaires et nominales ne peuvent masquer durablement le vide de socialisation immanent au procès de travail et au mode de vie institués par le fordisme.

---

<sup>22</sup> Comme composante du capital industriel, le capital-argent revêt ainsi le visage du capital bancaire.

<sup>23</sup> Mais aussi l'autofinancement, via le réinvestissement d'une fraction des profits dans la sphère productive (R. Boyer, J. Mistral, 1978, chapitre 2).

<sup>24</sup> Sur le rôle régulateur du crédit à la consommation au sein du fordisme, on peut se référer à M. Castells, 1976.

<sup>25</sup> Sur ce point, on peut consulter M. Aglietta, 1998.

### **III – La généralisation de la logique marchande aux procès de financement, de production et de circulation : les fondements du nouveau capitalisme de marchés**

Les métamorphoses du capitalisme contemporain, consécutives à la crise structurelle du fordisme à partir des années 1970, doivent être considérées comme l'expression de la stratégie du capital fondée sur la recherche de nouveaux modes de valorisation. La thèse qui oriente cette partie est que cette stratégie a pour opérateur central l'extension de la logique de la marchandise (et des marchés) aux trois sphères de financement, de production et d'échange qui sous-tendent le procès de circulation du capital. C'est ainsi qu'il faut interpréter, selon nous, la diffusion de la logique marchande à de nouvelles sphères d'activité, de nouveaux biens et services et de nouveaux espaces. Dans cette perspective, tracée dès l'introduction de ce texte, *la transformation des formes de propriété des entreprises, et par là le passage vers l'échangeabilité et la marchandisation de leurs titres de propriété, ou encore la déréglementation des marchés sont les effets induits de cette extension de la logique marchande qu'implique la formation d'un nouveau mode de valorisation du capital*. Partant de ces présupposés, cette partie a pour but de réfléchir aux nouvelles médiations qui unissent de nos jours le procès de circulation du capital-argent aux rapports fondamentaux du capitalisme, en particulier, le rapport financier et le rapport salarial.

#### **1 – Les nouvelles modalités de financement des entreprises : le crédit et le salariat à l'épreuve de la « finance de marché »**

L'un des aspects les plus importants des transformations du capitalisme contemporain réside dans le développement de la « finance de marché ». Cela a bouleversé la nature du rapport financier entre banques et entreprises. D'un côté, en effet, les firmes privilégient de plus en plus l'autofinancement comme dominant de financement de leurs investissements productifs. Mais, d'un autre côté, cette évolution ne se double pas pour autant d'un recul massif du crédit bancaire, au profit notamment d'un financement par émission d'actions. C'est même l'inverse puisque pour nombre de capitalismes, en particulier européens, les marchés d'actions jouent un rôle encore largement subalterne, le rapport financier entre banques et entreprises, demeurant une source essentielle de financement des activités de celles-ci. Comme l'indiquent E. Jeffers et D. Plihon à propos de l'évolution des marchés d'actions à la fin des années 1990 en Europe occidentale : « les marchés d'actions n'amènent pas d'argent frais aux entreprises ... Sur l'ensemble des marchés européens, les émissions nettes d'actions, c'est-à-dire les montants bruts des émissions corrigés des rachats d'actions, et des dividendes versés aux actionnaires, ont été négatives au cours des années

récentes » (E. Jeffers, D. Plihon, 2000, p.29) ; et les auteurs d'ajouter : « aux Etats-Unis, où les taux d'intérêt étaient bas, les entreprises se sont massivement endettées...En 1998, les entreprises américaines avaient ainsi accumulé un endettement trois fois plus élevé que leurs fonds propres » (p. 30)<sup>26</sup>.

Pourtant, si le recours à la relation de crédit demeure largement prépondérant vis-à-vis de la « finance directe », deux facteurs majeurs, ont altéré la nature de ce rapport financier. Tout d'abord, comme nous le verrons plus loin, *si la relation de crédit persiste, son objet se transforme*. Ensuite, la montée en puissance de nouveaux acteurs financiers, depuis la fin du fordisme, a rejailli directement *sur l'essence même de la relation de crédit*. Dans le cas de pays comme la France, le système de financement était dominé, sous le régime de débiteurs inhérent au fordisme, par de grandes banques appliquant une politique monétaire « accommodante ». Cette politique monétaire, fondée sur des taux d'intérêt débiteurs faibles, était rythmée par le comportement volontariste de l'État, et se trouvait inscrite dans le cadre d'un mode de régulation « monopoliste », destiné à favoriser l'endettement et à soutenir par là les investissements productifs, la consommation et la croissance. Pour cette raison, on peut dire que la relation de crédit ne désignait pas une relation pleinement marchande, car, dans le cadre de ce système de financement « administré » les taux d'intérêt réels (débiteurs) étaient structurellement rigides à la hausse<sup>27</sup>. Deux séries de facteurs ont altéré la nature de la relation de crédit. Le premier réside dans le retournement de la politique monétaire américaine à partir de 1979, et, par la suite, dans la plupart des capitalismes industrialisés. Ce qui a stimulé le passage vers un régime de créanciers. Le second facteur est lié à la déréglementation des marchés financiers. Elle a renforcé, dans les années 1980, le pouvoir des établissements financiers<sup>28</sup> non bancaires qui ont soumis les banques commerciales à une concurrence exacerbée, des deux côtés de leur bilan<sup>29</sup>. Au passif, ces établissements financiers proposaient des taux créditeurs attrayants, captant ainsi une fraction grandissante de l'épargne du public, qui nourrissait, jusqu'alors et pour l'essentiel, le passif des banques. A l'actif, ces établissements financiers pouvaient concurrencer le système bancaire par des taux débiteurs plus faibles que ceux proposés par les banques<sup>30</sup>. Ces enchaînements ont dans un premier temps, provoqué une « désintermédiation bancaire ». Ils ont, ensuite, contraint les banques à épouser les

---

<sup>26</sup> Notons qu'une telle tendance est également présente dans les économies européennes.

<sup>27</sup> Dans ce système, si les entreprises subissaient une contrainte effective de remboursement portant sur le montant nominal des avances bancaires, celles-ci, au moment du remboursement effectif des banques, se trouvaient, de fait, dévalorisées par l'inflation rampante.

<sup>28</sup> Avant, donc, la montée en puissance, dans les années 1990, des grands investisseurs institutionnels.

<sup>29</sup> Au cours des années 1980, cette concurrence a atteint son paroxysme aux Etats-Unis.

<sup>30</sup> Ils pouvaient alors compenser ce différentiel de taux à l'égard des banques, par le volume des crédits, sans cesse croissants, qu'ils parvenaient ainsi à offrir.

« conditions du marché<sup>31</sup> », *convertissant ainsi la relation de crédit en une véritable relation marchande.*

Mais la finance a pénétré dans une nouvelle phase de transformations au cours des années 1990. Elles résultent avant tout de l'essor des investisseurs institutionnels<sup>32</sup>, consécutif aux changements institutionnels impulsés par la généralisation de la logique marchande évoquée ci-dessus. Le pouvoir croissant de ces nouveaux intermédiaires de la finance, dû au montant des patrimoines qu'ils gèrent, a eu des répercussions fondamentales sur les modalités de répartition du pouvoir économique au sein des entreprises et sur le mode de gestion de celles-ci. Face aux entreprises attirées par la « finance directe », ces investisseurs institutionnels ont monnayé leur capacité de financement, sans complaisance aucune à l'égard du collectif que représente l'entreprise. D'une part, ils ont obtenu un déplacement du pouvoir économique, des dirigeants vers les actionnaires. D'autre part, ils ont soumis les firmes à de nouvelles normes de rendement<sup>33</sup> et donc de valorisation du capital, sous l'égide d'un impératif qui tient lieu à la fois de discours et de pratique : la « création de valeur pour les actionnaires »<sup>34</sup>. Cette nouvelle norme de valorisation a entraîné une inversion radicale dans les modalités de formation des revenus du capital et du travail. Dans l'économie d'endettement propre au fordisme, d'un côté, le crédit bancaire avait pour aiguillon le pari des banques sur la production future des entreprises, le remboursement des avances bancaires s'effectuant *ex-post* ; d'un autre côté, le revenu du capital industriel se formait également *ex-post*, après seulement la mise en valeur du capital productif. Aujourd'hui, en imposant des normes de rendement préétablies, la finance de marché exige, pour le capital, un flux de revenus garantis *a priori*, avant d'accepter d'orienter l'épargne qu'elle collecte vers les entreprises.

Mais un tel schéma, fondé sur la permanence et la stabilité d'un revenu fixé *ex-ante* pour le capital, a pour contrepartie inexorable la socialisation des risques et leur totalisation sur le salariat. Comme le spécifient E. Jeffers et D. Plihon : « Parmi les partenaires de l'entreprise, les salariés sont les premiers à subir ce transfert de risques. Car ceux-ci sont devenus le partenaire le plus faible du trio actionnaires-dirigeants-salariés. Les investisseurs exigent des rendements non seulement élevés mais également stables dans le temps. En phase de ralentissement conjoncturel, la masse salariale constitue la principale variable d'ajustement à la disposition des dirigeants pour assurer la stabilité

---

<sup>31</sup> Notamment en termes de taux d'intérêt, qui devenaient alors rigides à la baisse.

<sup>32</sup> Pour l'essentiel, il s'agit des fonds de pension, des fonds communs de placement et des compagnies d'assurance.

<sup>33</sup> Cette norme renvoie à un objectif de rentabilité des fonds propres appelé ROE (Return on Equity). Elle peut être appréhendée par le ratio : résultat net/fonds propres. Par ailleurs, il faut rappeler que le niveau de référence de cette norme de rentabilité des fonds propres est qualifié de Benchmark. Nous reviendrons plus loin sur les effets de cette norme sur les modalités de gestion des entreprises.

<sup>34</sup> Sur cette fonction de la notion de création de valeur, on peut se reporter à F. Lordon, 2000a.

du résultat de l'entreprise » (Ibid., p. 32)<sup>35</sup>. C'est cette même tendance que met en lumière J.P. Ponsard quand il signale : « le risque est désormais transféré de l'entreprise au salarié » (2001, p. 2)<sup>36</sup>. Il en est ainsi car, *de nos jours, en sus de la plus-value prélevée sur le salariat au sein de la sphère productive*<sup>37</sup>, *le capital a institutionnalisé, de facto, un deuxième prélèvement, dans la sphère de répartition des revenus du travail.*

Jusqu'ici, nous avons insisté sur l'affaiblissement et la fragilisation du salariat, dus à l'essor de la finance de marché. Mais, de fait, c'est la firme, dans sa totalité, qui se trouve désormais asservie aux exigences imposées par le marché boursier. En particulier, ces exigences rejaillissent sur le mode de gestion des entreprises. En effet, exerçant des activités productives, mais également dépendantes du marché d'actions, les firmes cotées en bourse, se trouvent contraintes par un objectif double, le plus souvent contradictoire : le taux de croissance de l'entreprise et son cours boursier<sup>38</sup>. La question des dividendes versés aux actionnaires constitue un exemple particulièrement symptomatique pour illustrer cette contradiction. D'un côté, les entreprises ont intérêt à accroître les dividendes accordés aux actionnaires, dans le dessein d'influencer positivement le cours boursier ; d'un autre côté, l'accroissement des dividendes est un obstacle sérieux à leur croissance. Cette contradiction, qui devient endogène à l'activité des firmes liées aux marchés boursiers, les contraint alors à polariser, de plus en plus, leur gestion autour d'opérations financières. Les rachats d'actions effectués par les entreprises sont particulièrement révélateurs de cette financiarisation de leurs mécanismes de gestion. Pour le comprendre, il faut revenir sur la question de la relation de crédit analysée ci-dessus. Comme nous l'avons spécifié plus haut, le recours à l'endettement a connu un important développement à partir de la fin des années 1990. Ce qui est le signe, on l'a vu, de la permanence du crédit. Mais par rapport au régime d'accumulation fordiste, le nouveau capitalisme de marchés a déplacé *l'objet du crédit* sollicité par les firmes. Il en est ainsi puisqu'en raison des deux objectifs contradictoires évoqués plus haut, les entreprises, au

---

<sup>35</sup> En réalité, il faut élargir cette affirmation des auteurs car la masse salariale ne constitue pas la seule (et peut-être pas la plus importante) variable d'ajustement entre les mains des dirigeants, lesquels peuvent reporter les risques financiers qu'ils subissent notamment sur l'emploi salarié lui-même, comme en témoignent les vagues récentes de licenciements dans les économies occidentales.

<sup>36</sup> Cette nouvelle répartition du pouvoir économique est amplement légitimée par nombre de rapports officiels émanant d'organismes comme la COB, pour qui le rapport salarial ne joue qu'un rôle subalterne, « subsidiaire », par rapport à l'impératif de la création de valeur pour les actionnaires : « Le modèle qui sous-tend la création de valeur relève d'une approche contractualiste et patrimoniale de l'entreprise. *Elle appartient à ses actionnaires qui choisissent les dirigeants et leur délèguent le pouvoir de gérer leur capital. Les rapports avec les salariés, les sous-traitants et les consommateurs relèvent de liens contractuels, plus ou moins stables, par lesquels chaque partenaire est susceptible de trouver un avantage, mais qui restent subsidiaires par rapport à l'objectif de création de valeur actionnariale* » (2000, p. 6, souligné par nous) !

<sup>37</sup> Grâce au « surtravail » des salariés.

<sup>38</sup> Sur cette contradiction, on peut se référer à M. Aglietta, 2001.

lieu de diriger l'offre de crédit, consentie par les établissements bancaires, vers des opérations productives, utilisent avant tout cet endettement pour racheter leurs propres actions. Cela réduit mécaniquement le nombre d'actions émises et accroît leur cours. Mais, corrélativement, un tel comportement compromet la croissance de ces entreprises. Et c'est là qu'intervient une nouvelle fois le salariat pour absorber les effets de ce dilemme.

Les développements précédents éclairent ainsi les mécanismes principaux grâce auxquels s'est produit un important transfert de revenus des salariés vers les détenteurs de capital-argent, depuis l'effritement du fordisme. En premier lieu, il y a la fin institutionnalisée de l'indexation, à partir des années 1980<sup>39</sup>. Cela a permis aux entreprises de remettre en question les modalités de partage des gains de productivité et de procéder à un prélèvement sans cesse croissant de la valeur ajoutée au profit du capital. En second lieu, le capital a instrumentalisé les marchés, en particulier la finance de marché, pour imposer un nouveau partage de revenus au détriment du salariat. En particulier, les normes de rentabilité évoquées ci-dessus, et leur corollaire, la rémunération *prédéterminée* du capital, octroient à celui-ci un droit fixe et irrévocable, une sorte de droit de créance sur une production à venir, les conséquences de l'échec éventuel des projets de production des firmes se déplaçant alors, *ex-post* vers les salariés. *Là réside l'une des ruptures majeures initiée par le capitalisme de marchés. Tandis que pendant le fordisme c'est le circuit des revenus des salaires qui façonne en grande partie le circuit du capital, celui-ci dépendant des dépenses des salariés et par là du reflux des revenus monétaires distribués par les entreprises, aujourd'hui, c'est le circuit du capital qui conditionne et modèle, le montant des revenus distribués aux salariés, une fois seulement le revenu du capital déterminé.*

## **2 - Les métamorphoses des conditions de valorisation, de production et de circulation des biens : le marché au cœur de l'entreprise**

Le paragraphe précédent a insisté sur les métamorphoses des modalités de financement des entreprises (A-M). Nous avons montré en quoi ces changements retentissent sur le mode de gestion des firmes ainsi que sur le salariat. Ce paragraphe prolonge cette démarche, en analysant les procès de valorisation, de production et de circulation (M-A'). Ces différents stades seront analysés dans un même élan, car, nous le verrons, le marché se trouve désormais installé au cœur même des firmes.

En effet, *dans le nouveau capitalisme de marchés, la logique marchande ne se s'étend pas seulement, en amont, via la finance de marché, au mode de financement et de gestion des entreprises. Elle touche, simultanément, en aval, les conditions qui président aux objets de la*

---

<sup>39</sup> Dans des pays comme la France.

*concurrence entre firmes. Elle déborde la sphère des seuls biens produits par celles-ci, pour envahir les activités, voire les entreprises elles-mêmes, les transformant en simples marchandises*<sup>40</sup>. Ces deux séries de tendances, et les contraintes qui s'y rattachent, couplées à l'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC)<sup>41</sup>, ont entraîné un bouleversement radical du mode d'organisation des activités des entreprises hérité du fordisme. Ils ont accéléré la formation d'une nouvelle logique organisationnelle<sup>42</sup> qui a propulsé la flexibilité au rang d'un impératif catégorique. Celle-ci affecte l'ensemble des champs d'activité des firmes, notamment le mode de gestion de leurs activités productives, les processus de production et les mécanismes de commercialisation des produits. En particulier, le « contrôle de la qualité », le « zéro-défaut » ou encore le « juste à temps » se sont mus en de nouvelles normes de valorisation autour desquelles se structurent l'approvisionnement, les procès de production et de travail et la commercialisation des produits. Guidée par l'impératif de la flexibilité, cette nouvelle logique organisationnelle a transformé, à la faveur des NTIC, les chaînes de montage des grandes firmes en des unités de production souples, aptes à réagir aux fluctuations du marché (flexibilité du produit) et des technologies (flexibilité du procédé).

Ces mutations se sont directement répercutées sur le rapport salarial. D'une part, la propagation des nouvelles technologies de l'information dans les entreprises de service, les usines, ou encore les bureaux, a été lourde de conséquences en ce qu'elle a favorisé *l'essor de l'individualisation des*

---

<sup>40</sup> Cette évolution est particulièrement bien perçue par M. Aglietta : « Cela (l'économie du capital, R.M.N.) se fait d'abord de manière sauvage, comme dans le cadre de l'industrie manufacturière où l'on va supprimer des activités entières et *restructurer les entreprises en les vendant comme des marchandises par le biais des OPA...Par l'intermédiaire de la continuité des flux, qui vont se valoriser à l'extérieur, le marché va pénétrer dans l'entreprise et définir ses règles* » (1998, p. 1481-49).

<sup>41</sup> L'un des aspects fondamentaux des transformations du capitalisme contemporain réside, en effet, dans l'avènement de ce que M. Castells qualifie dans son ouvrage séminal « d'économie informationnelle » (1998, p. 93). L'idée mise en avant par l'auteur est que la révolution des technologies de l'information a accéléré le rôle du savoir, de l'information et surtout de l'intelligence dans la dynamique du capitalisme. Comme le souligne cet auteur : « ce qui distingue l'actuelle révolution technologique, ce n'est pas le rôle majeur du savoir et de l'information mais l'application de ceux-ci aux procédés de création des connaissances et de traitement/diffusion de l'information en une boucle de rétroaction cumulative entre l'innovation et ses utilisations pratiques » (p. 54). Mais par rapport à la grille de lecture développée dans ce texte, cette mutation est lourde d'implications, en ce qu'elle conduit à élargir la définition du capital productif mise en avant par Marx à la notion *d'intelligence*. Ce constat est implicite chez M. Castells quand il écrit : « *pour la première fois dans l'histoire, l'esprit humain est une force de production directe, et pas seulement un élément décisif du système de production*. Ordinateurs, systèmes de communication, décodage et reprogrammation génétiques sont donc tous des amplificateurs et des extensions de l'esprit humain. Ce que nous pensons et comment nous pensons s'exprime en marchandises, services, production matérielle et intellectuelle » (p. 55, souligné par nous).

<sup>42</sup> Cette nouvelle logique organisationnelle, encore en gestation, est une réaction aux principes qui ont ruiné le mode de production fordiste. Il faut insister, à cet égard, notamment sur l'épuisement de la production de masse consubstantielle au fordisme (M.J. Piore, C.F. Sabel, 1984), sur les rigidités de l'entreprise géante organisée sur le mode de l'intégration verticale, sur les blocages de la division technique et sociale du travail qui instituait la gestion fonctionnelle et hiérarchique de la main d'œuvre au sein de l'entreprise, et, enfin, sur le divorce croissant entre les produits standardisés, inhérents au fordisme, et l'exigence de la qualité et de l'utilité sociale émanant des consommateurs

*tâches dans le procès de travail.* Ce qui a engendré le déclin des tâches routinières et répétitives propres au fordisme. Cette évolution a accru l'autonomie des salariés dans le procès de travail. Car la décentralisation plus grande des tâches, des compétences et des mécanismes de décision, jointe à leur maîtrise grandissante des NTIC, et leur accès au « savoir organisationnel » ont été ces facteurs qui les ont éloignés des tâches d'exécution propres au fordisme, renforçant par là leur autonomie. Mais, d'autre part, cette autonomie dans le procès de travail est plus que contrebalancée par un ensemble d'évolutions qui fragilisent le salariat dans son ensemble. Il suffit à cet égard d'insister sur l'affaiblissement des contrôles sur l'organisation du temps de travail, les embauches ou les licenciements aux niveaux national et sectoriel, sur l'éclatement de la stabilité de la hiérarchie des salaires ainsi que sur la transition d'un « salaire politique » vers un « salaire économique » (B. Mahnkopf et E. Altavater, 1996, p. 10). Ce dernier point est directement lié à la disjonction des salaires par rapport à la productivité du travail, au calcul des salaires en fonction des performances financières de l'entreprise, ainsi qu'à l'individualisation des salaires. Il s'ensuit que *le capitalisme de marchés a érigé le rapport salarial au rang d'un rapport totalement marchand, dépouillé de la plupart des garanties et des acquis sociaux conquis durant le régime d'accumulation fordiste.* C'est un tel tournant que résumant B. Mahnkopf et E. Altavater lorsqu'ils signalent : « dans le processus en cours de flexibilisation et de dérégulation des relations de travail nationales, les droits sociaux des citoyens dans l'économie sont compressés au profit des forces du marché » (p. 13)<sup>43</sup>.

Pour conclure cette partie, la grille de lecture déployée tout au long de ce texte permet de mettre en avant trois séries d'enseignements quant aux enjeux des transformations du capitalisme contemporain. Ces conclusions renvoient, successivement, aux trois axes autour desquels s'est structurée notre approche : l'axe sur lequel se déploie le procès de valorisation du capital-argent, l'axe qui sous-tend les différentes formes de circulation du capital, enfin, l'axe que parcourent les rapports fondamentaux du capitalisme. En premier lieu, nous avons tenté de montrer que la généralisation de la logique marchande aux sphères de financement, de production et d'échange a considérablement élargi le champ de la valorisation du capital depuis le début des années 1980. A la faveur de la suppression des garanties institutionnelles, politiques et sociales qui les tenait, jusqu'ici, en marge de la logique marchande, la finance, le rapport salarial ou encore les

---

<sup>43</sup> Il faut ajouter que les nouvelles méthodes de gestion et de production, exposées plus haut, qui reposent, sur le recours croissant à la sous-traitance et à la délocalisation, ont entraîné un bouleversement des formes de l'emploi. Sur l'évolution des formes de l'emploi et les nouvelles stratifications internes au salariat, liées à cette « externalisation » d'une partie des activités, on peut se reporter dans le cas de la France à J.L. Beffa et al., (1999). Les auteurs mettent au jour de nouvelles « relations salariales » (p. 27), qu'ils regroupent autour de trois formes principales d'emploi : la stabilité polyvalente, la flexibilité de marché et la profession (chapitre II).

entreprises elles-mêmes constituent désormais, du point de vue du capital, autant d'objets « porte-valeur »<sup>44</sup>, des valeurs d'usage, riches de valeur d'échange (Marx).

En second lieu, et au premier abord, une telle évolution a pour corollaire l'autonomie grandissante du capital à l'égard des contraintes économiques et sociales que lui imposait le capitalisme d'organisations. *Autonome, en apparence, vis-à-vis des rapports fondamentaux du capitalisme, en extériorité notamment vis-à-vis du salariat, le capital semble ainsi libre de se déplacer, de se valoriser et de s'accumuler au sein des sphères financière, productive et commerciale, aiguillonné par le seul arbitrage entre les rendements différenciés offerts par ces trois sphères.*

Mais, en troisième lieu, cette autonomie du capital est aussi une source potentielle de crises. Tout d'abord, parce qu'elle accroît le divorce entre capital et travail amorcé depuis la crise du fordisme. Ce faisant, le capitalisme de marchés favorise la montée d'une crise d'intégration sociale, en ce sens que le capital semble impuissant à instaurer un nouveau mode de valorisation et de nouvelles normes de répartition autour desquels puissent se structurer et se reproduire durablement les rapports fondamentaux du capitalisme. Ensuite, au niveau macro-économique, en transformant le salariat en réceptacle des tensions engendrées par la généralisation de la logique marchande, et en s'appropriant une fraction croissante des revenus du travail, le capital fragilise du même coup les bases de la demande globale. L'autonomie du capital n'est, dans cette perspective, qu'illusion car si le capital est parvenu à s'émanciper de la crise de valorisation propre au fordisme, il s'expose au risque d'une nouvelle forme de crise, *une crise de réalisation.*

---

<sup>44</sup> Et encore, dans ce texte, nous nous sommes centré sur les modalités de valorisation productive du capital-argent et nous avons ainsi fait délibérément abstraction de l'essor des marchés financiers, qui ouvre de nouveaux champs de valorisation pour le capital-argent, à travers des circuits courts (A-A'), en extériorité radicale à l'égard de l'économie réelle (A-M-A').

## Bibliographie

- Aglietta M. (1975), « Problématique de la valeur », in J. Weiller et J. Coussy (eds), *Économie internationale. Automatismes et structures (Faits, théorie et politiques)*, Paris, Mouton, p. 260-285.
- Aglietta M. (1976a), « Internationalisation des relations financières et de la production », *Cahiers de l'ISMEA*, Série P, n° 24, p. 155-194.
- Aglietta M. (1976b), *Régulation et crises du capitalisme. L'expérience des Etats-Unis*, Paris, Calmann-Lévy.
- Aglietta M. (1978), « Sur quelques aspects des crises dans le capitalisme contemporain », in X. Greffe, J.L. Reiffers (eds), *L'occident en désarroi, Ruptures d'un système économique*, Paris, Dunod, p. 46-72.
- Aglietta M. (1998), « Nouveau régime de croissance et progrès social », *Esprit*, n° 11, novembre, p. 142-163.
- Aglietta M. (2000), « Shareholder value and corporate governance : some tricky questions », *Economy and Society*, vol. 29, n° 1, février, p. 146-159.
- Aglietta M. (2001), « Systèmes financiers et régimes de croissance », *Revue d'économie financière*, n° 61, p. 83-116.
- Altavater E., Mahnkopf B. (1996), *Les syndicats comme modérateurs dans la compétitivité géographique ? La négociation collective dans le processus d'intégration européenne*, Berlin, Freie Universitat, miméo, 23 p.
- Beffa J.L., Boyer R., Touffut J.P. (1999), *Les relations salariales en France : État, entreprises, marchés financiers*, Notes de la fondation Saint-Simon, n° 107, juin, 95 p.
- Boyer R. (1999), « Le politique à l'ère de la mondialisation et de la finance : le point sur quelques recherches régulationnistes », *L'année de la régulation*, vol. 3, p. 13-75.
- Boyer R. (2000), « Is a finance-led growth regime viable alternative to fordisme ? A preliminary analysis », *Economy and Society*, vol. 29, n° 1, février, p. 111-145.
- Boyer R., Mistral J. (1978), *Accumulation, inflation, crises*, Paris, PUF, 2<sup>ème</sup> édition : 1983.
- Brunhoff S. de (1976), *État et capital*, Paris, F. Maspéro.
- Brunhoff S. de (1979), *Les rapports d'argent*, Paris, F. Maspéro.
- Castells M. (1976), *La crise économique et la société américaine*, Paris, PUF.
- Castells M. (1998), *La société en réseaux. L'ère de l'information*, Paris, Fayard.
- COB (2000), « Création de valeur actionnariale et communication financière », *Bulletin mensuel*, juin, 55 p.
- Hicks J. (1989), *Monnaie et marché*, Paris, Economica.
- Jeffers E., Plihon D. (2000), *Les investisseurs institutionnels, fers de lance de la finance internationale*, miméo, 41 p.

- Lordon F. (2000a), « La 'création de valeur' comme rhétorique et comme pratique. Généalogie et sociologie de la valeur actionnariale », *L'année de la régulation*, vol. 4, p. 117-168.
- Lordon F. (2000b), *Fonds de pension, piège à cons ? Mirage de la démocratie actionnariale*, Paris, Éditions Raisons d'agir.
- Marx K. (1974), *Le Capital*, Livre Deuxième, Tome I, Paris, Éditions sociales.
- Michalet C.A. (1975), *Le capitalisme mondial*, Paris, P.U.F.
- Motamed-Nejad R. (1999), « Capitalisme et socialisme : similitudes et différences », in B. Chavance, E. Magnin, J. Sapir et R. Motamed-Nejad (eds), *Capitalisme et socialisme en perspective. Évolution et transformations des systèmes économiques*, Paris, Éditions La découverte, p. 217-247.
- Orléan A. (1999), *Le pouvoir de la finance*, Paris, Éditions Odile Jacob.
- Piore M.J., Sabel C.F. (1984), *The second industrial divide : possibility for prosperity*, N.Y., Basic Books.
- Ponssard J.P. (2001), « La montée des fonds d'investissement étrangers. Une nouvelle donne pour le gouvernement d'entreprise », SESSI, Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie, *Les 4 pages des statistiques industrielles*, n° 147, juin.